Rouen (76) : « chasse aux fachos », expéditions punitives et représailles depuis le 17 octobre, le préfet alerte

27/10/2026 à 16h32



15 novembre 2026 – Expéditions punitives et représailles : le préfet alerte sur l’escalade

Depuis les troubles du 17 octobre dans le centre de Rouen, plusieurs violences commises en bande et appels à des représailles alimentent les tensions entre mouvances radicales. Dans une enquête publiée le 15 novembre, *Le Figaro* rapporte les attaques visant notamment des personnes assimilées à l’ultradroite et des défenseurs des commerçants. Le préfet de Seine-Maritime Jean-Benoît Albertini évoque une « **logique de représailles** ».

Le contexte est documenté par les arrêtés préfectoraux du 12 novembre : le 24 octobre, des groupes évalués à 200 à 250 personnes proches de l'ultragauche et à 50 à 60 personnes proches de l'ultradroite ont été impliqués dans des affrontements après une manifestation. Le 26 octobre, une quarantaine d'individus se sont rassemblés devant un débit de boissons associé par eux au camp adverse ; le 31 octobre, de nouvelles violences ont fait quatre blessés avenue des Canadiens, selon les premières constatations de l'administration. Ces événements font l'objet d'enquêtes et l'appartenance précise des auteurs de chaque agression n'est pas définitivement établie.

Des appels à s'en prendre à des « fachos » ont été relayés en ligne à l'approche du rassemblement du 14 novembre. Les autorités ont interdit plusieurs rassemblements en raison du risque d'affrontements. Les enquêteurs doivent encore établir les responsabilités pénales individuelles.

Sources : Le Figaro, 15 novembre 2026 ; arrêté préfectoral, 12 novembre 2026.

> *L'État doit être intraitable avec les propagateurs de la haine et de la violence.*
>
> *Avec @Fleautey, nous demandons au Premier ministre d'acter la dissolution des groupuscules d'ultradroite.*
>
> *Rouen sera toujours du coté de la République et de sa Fraternité. pic.twitter.com/MhLoIt0AXe*
>
> *— Nicolas Mayer-Rossignol (@NicolasMayerNMR) October 26, 2026*

[…] « À Rouen, **des groupuscules de l'ultradroite ont imposé leur loi par l'intimidation et la violence** », écrivent le président de la Métropole de Rouen et la députée à l'intention du Premier ministre.

> *Nous savons précisément à qui bénéficie cette haine : le Rassemblement national*

Toujours dans leur courrier, ils indiquent que « face à ceux qui voudraient nous diviser, nous affirmons notre attachement à une République indivisible, laïque, démocratique et sociale, fidèle à la promesse d'égalité d'entre toutes et tous ».

[…] Le préfet rappelle que « l'interdiction de rassemblement s'appliquait à tous, sans distinction d'appartenance ou de sensibilité politique ». […]

Actu.fr

[…]

Selon nos informations, les affrontements entre groupes qualifiés par certains « d'antifas et identitaires », se sont déroulés rue Saint-Lô, puis du côté de la rue Ganterie, à proximité du bar Le Môme et de l'allée Eugène-Delacroix.

Ce qui interroge, c'est la présence d'un groupe bien organisé de militants d'ultra-droite qui se font appeler « **Entraide citoyenne Rouen** ». D'après nos sources, **ce groupe s'est constitué en ligne après les pillages et les dégradations du centre-ville du 17 octobre à Rouen**.

Plusieurs membres affirmant clairement être « nationalistes » étaient cagoulés et portaient des brassards blancs, avec la volonté affichée de « protéger les commerçants du centre-ville », mais surtout d'en découdre à la moindre occasion, samedi 24 octobre.

Comme a pu le constater l'un de nos journalistes présent au moment des affrontements, les rixes ont été violentes. Après des échanges de provocations entre les groupes se faisant face, des projectiles ont été jetés de part et d'autre, notamment une chope de bière, côté militants identitaires. Se sont ensuivi deux bagarres très violentes, avec, côté

identitaires, des militants armés de barres de fer et de chaises venant de la terrasse d'un bar. « Un affrontement particulièrement violent, avec des coups de chaises », témoigne notre journaliste qui a assisté à la scène.

[…]

Actu.fr (25 octobre)

> *Hier, partout en France, l'ultradroite a attaqué des manifestants. Cette violence doit cesser immédiatement. Avec @NicolasMayerNMR, nous avons saisi le Préfet de Seine-Maritime pour que les auteurs soient identifiés et interpellés.*
>
> *Les milices n'ont pas leur place en République. pic.twitter.com/yMnAp454oR*
>
> *— Florence Hérouin Léautey (@Fleautey) October 25, 2026*